

**RÉPONSE À LA CONSULTATION SUR LE PROJET DE
RECOMMANDATION PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE
LA MONTÉE EN DÉBIT**

7 MARS 2011

Le 24 janvier 2011, au travers du projet d'analyse du marché 4 et du projet de recommandation, l'Autorité a proposé un cadre complet pour la mise en œuvre des projets de montée en débit de la boucle locale cuivre.

Il s'agit là de l'aboutissement d'un travail de plusieurs années réunissant, sous l'égide de l'Autorité, les collectivités et les opérateurs.

Bouygues Telecom partage une part importante des choix qui ont conduit au cadre final.

La place donnée à France Telecom dans le processus de montée en débit permet d'industrialiser la solution technique à l'échelle nationale, elle permet en outre aux opérateurs alternatifs de réutiliser les outils et les processus mis en place dans le cadre du dégroupage, ce qui est un facteur clé pour la réussite des projets à venir. Par ailleurs, une demande d'accès à la sous-boucle ne peut être qualifiée de raisonnable que si elle est assortie d'un tarif de mise à disposition des infrastructures permettant à France Télécom de proposer aux opérateurs ses offres au tarif régulé. Cette disposition est de nature à garantir aux opérateurs alternatifs l'égalité des coûts de dégroupage et de bitstream FT : hors réaménagement ou avec réaménagement.

Malgré ces avancées, Bouygues Telecom souhaite faire part de points de vigilance importants.

I. Les mesures d'accompagnement financier doivent comprendre deux volets : neutralisation des coûts de l'opérateur dégroupé au NRA origine et compensation forfaitaire pour le dégroupage au SRA

Comme l'indique le projet de recommandation, l'offre PRM de France Télécom devra comprendre des mesures d'accompagnement financier visant à neutraliser l'impact économique de l'opération de réaménagement pour les opérateurs présents au NRA origine.

Cette proposition n'est pas suffisante car elle pourrait conduire à freiner l'extension du dégroupage : dans le cas d'un NRA origine de 2000 lignes non dégroupé aujourd'hui et réaménagé en quatre SR de 500 lignes, il est peu probable qu'un opérateur alternatif puisse dégroupé les 4 SR sans mesure d'accompagnement financier (alors qu'une rentabilité aurait pu être trouvée au dégroupage du seul NRA origine de 2000 lignes).

Il est donc nécessaire que les mesures d'accompagnement financier comprennent deux volets :

- La neutralisation des coûts échoués au NRA d'origine, lorsque l'opérateur dégroupé y est présent. L'indemnisation versée doit être liée à la taille des SR réaménagés. Tous les opérateurs présents au NRA-O reçoivent cette compensation y compris ceux qui font le choix de ne pas dégroupé les SR de la sous boucle.
- La compensation forfaitaire pour le dégroupage au SR laquelle a pour objectif de minimiser les coûts fixes de dégroupage sur un répartiteur de petite taille. Elle est de nature à maintenir l'incitation au dégroupage. Cette compensation financière doit pouvoir être perçue lors d'un dégroupage initial (l'opérateur dégroupé lors de l'opération de réaménagement) ou lors d'un dégroupage ultérieur, que l'opérateur soit présent au NRA origine ou pas.

II. Les modalités de mise en œuvre doivent prévoir le cas d'un opérateur dégroupant le SR ultérieurement

L'étendue du réseau dégroupé par Bouygues Telecom est à ce jour limitée. A court terme, l'arbitrage d'investissement qu'aurait à opérer Bouygues Telecom serait certainement favorable au dégroupage des NRA de grande taille non encore dégroupés, au détriment de l'investissement dans les SR réaménagés. Toutefois le dégroupage des SR réaménagés à moyen ou long terme ne peut être écarté.

Il est donc important que les modalités de mise en œuvre de la montée en débit soient compatibles avec un dégroupage ultérieur des SR.

Cela implique :

- un dimensionnement suffisant de l'armoire abritant les SR réaménagés de manière à prévoir la capacité d'hébergement des équipements actifs de 4 opérateurs au moins ; Bouygues Telecom a déjà eu l'occasion d'indiquer qu'un espace 3U était nécessaire pour l'hébergement à terme de ses propres équipements.
- la capacité à pouvoir bénéficier ultérieurement du second volet des mesures d'accompagnement financier, comme évoqué au paragraphe précédent.

III La transparence des coûts est nécessaire

Dans le cadre proposé par l'Autorité France Telecom est amené à jouer plusieurs rôles : « représentant » de l'ensemble des opérateurs dégroupés vis-à-vis du délégataire, intégrateur pour le compte du délégataire, dans certains cas directement délégataire, tout en conservant sa position de propriétaire en monopole de la boucle locale et d'opérateur commercial sur le marché de détail.

Par ailleurs, il est probable que les projets de montée en débit soient inclus dans des projets plus vastes d'aménagement numérique du territoire lesquels incluront la solution de montée en débit sur une partie du territoire concerné et le déploiement FTTH sur une autre partie.

Des mesures de transparence sont donc nécessaires afin de s'assurer que les coûts répercutés *in fine* aux opérateurs dégroupés des SR réaménagés ainsi que les coûts répercutés aux co-investisseurs du réseau mutualisé FTTH correspondent bien aux montants d'investissement nets (après prise en compte du financement public) sur la boucle locale cuivre d'une part et sur la boucle FTTH d'autre part.

Bouygues Telecom souhaite que l'Autorité mette en place un suivi des projets de montée en débit, et ce dès la publication des offres de France Telecom, afin de renforcer la transparence des coûts et, d'anticiper des actions correctrices si nécessaire.

IV La solution de bi-injection n'est pas suffisamment encadrée

Le cadre impose à France Télécom de répondre aux demandes d'accès à la sous-boucle en mono-injection. Cet accès à la sous-boucle en mono-injection conduit au réaménagement de la boucle locale pour la zone arrière du NRA d'origine concerné.

Le cadre propose de manière alternative un accès à la sous boucle en bi-injection. L'opérateur demandeur se charge alors en propre de l'hébergement de ses équipements actifs à proximité immédiate du SR concerné ainsi que du raccordement de ses équipements. Les autres opérateurs peuvent continuer de desservir leurs clients depuis le NRA d'origine.

Ainsi la solution de bi-injection apparaît comme une voie secondaire et sans doute marginale pour la montée en débit puisque l'opérateur demandeur en assume la totalité des coûts. Pour autant cette solution n'est pas formellement écartée.

Dans le cas des projets globaux d'aménagement numérique du territoire, et si les conditions de transparence des coûts évoquées au paragraphe précédent n'étaient pas réunies, il est possible qu'un opérateur porteur du projet choisisse une solution de bi-injection qui lui apporterait un gain concurrentiel indéniable sur le marché de détail haut-débit, cette solution étant financée par l'apport des fonds publics, voire des co-investisseurs, sur le réseau mutualisé FTTH.

Il est donc essentiel que les opérations de bi-injection soient strictement encadrées, notamment elles ne peuvent avoir lieu sur les territoires concernés par des schémas d'aménagement numérique du territoire.

V Les impacts de la montée en débit sur le marché de gros du bitstream n'ont pas été évalués

Une des trois conditions permettant d'apprécier le caractère raisonnable d'une demande d'accès à la sous boucle en mono-injection est que le tarif de mise à disposition des infrastructures permette à France Télécom de maintenir le tarif de ses offres régulées. Cela implique notamment que le tarif de l'offre bitstream de France Télécom doit être maintenu pour les accès DSL achetés au SR. Il n'y a donc pas d'impact pour l'opérateur achetant aujourd'hui à France Télécom des accès activés au NRA d'origine et qui sera amené à les acheter demain au SR.

Toutefois, il conviendrait de préciser que si une technologie VDSL était utilisée par France Télécom au SR, permettant d'offrir aux clients Orange des débits améliorés, alors l'offre bitstream de France Télécom au SR devra permettre de la même manière de bénéficier de cette amélioration des débits.

Dans le cas où un opérateur A achète aujourd'hui des accès DSL activés au NRA d'origine à un opérateur B autre que France Télécom, rien ne garantit que cet opérateur B :

- dégroupes les SR réaménagés ;
- maintienne son offre de gros sur les SR réaménagés dans des conditions tarifaires identiques à celle du NRA d'origine (dans le cas où il dégroupes les SR réaménagés), notamment si les mesures d'accompagnement financier n'étaient pas suffisantes ;
- inclut dans son offre de gros au SR les améliorations de débit qu'il est susceptible d'offrir à ses clients de détail par exemple avec le choix d'une technologie de type VDSL.

L'opérateur A pourrait donc être pénalisé en ne pouvant plus bénéficier sur la zone des SR réaménagés d'une offre de gros à un niveau tarifaire équivalent à celui en vigueur au NRA d'origine ou avec un niveau de service compétitif.

Bouygues Telecom rappelle qu'il est aujourd'hui l'un des principaux acheteurs des offres bitstream alternatives à celle de France Télécom.

VI Il est nécessaire de prioriser les projets de montée en débit en retenant un seuil de 42 dB plutôt que 30 dB afin d'optimiser l'allocation des ressources financières publiques et privées entre montée en débit et FTTH

Comme exposé dans les points précédents, les risques concurrentiels liés à la montée en débit ne sont pas tous éliminés dans le cadre proposé par l'Arcep.

Par ailleurs le seuil proposé de 30 dB conduirait à établir un terrain de jeu de 35 000 SR ce qui dépasse largement les capacités financières et opérationnelles des acteurs et conduit à un risque de mauvaise priorisation des SR (ceux ne présentant pas un manque important de qualité de service sont réalisés alors ceux présentant une déficience importante ne le sont pas).

En outre le seuil de 30 dB permet des débits de 4 à 10 Mbit/s compatibles avec la plupart des usages.

Aussi Bouygues Telecom souhaite que la priorité des projets de montée en débit soit établie sur le critère d'un seuil à 42dB d'atténuation entre le NRA et le SR et non 30dB comme préconisé. Ce seuil permettrait d'adapter le terrain de jeu aux capacités financières et opérationnelles (16 000 SR soit 8 années de production sur une hypothèse de 2000 SR par an).

Il s'agit enfin d'allouer au mieux les ressources financières publiques et privées lesquelles doivent se partager entre la montée en débit et le déploiement FTTH. En ce qui concerne les fonds publics, il est nécessaire de rappeler que seule la part consacrée au lien fibre NRA – SR est réutilisée pour les réseaux FTTH, sous réserve que le PM puisse être aménagé à proximité immédiate du SR réaménagé.

VII Le développement et l'investissement dans le réseau de collecte est la condition nécessaire au succès d'un projet de montée en débit

Les projets de montée en débit menés par les collectivités ne peuvent se cantonner au seul segment NRA-SR.

L'apport de l'ensemble des services aux clients bénéficiant de la montée en débit, y compris la télévision, et le développement de la concurrence sur le marché de détail, impliquent que l'ensemble des opérateurs soient incités à dégroupier les SR réaménagés.

Or, la première condition économique au dégroupage est la capacité à pouvoir bénéficier d'un réseau de collecte entre un point départemental et le NRA origine connectant les SR réaménagés.

Il est donc primordial que les projets menés par les collectivités prévoient le développement et l'investissement dans le réseau de collecte des NRA de manière à ce que les opérateurs puissent souscrire à une offre de collecte entre un point départemental et ces NRA dans des conditions économiques raisonnables.